

Les professionnels de la périnatalité alertent de nouveau sur la situation "dramatique" des ressources humaines dans leur domaine

Mots-clés : #gynéco #établissements de santé #congrès #sociétés savantes #obstétrique-périnatalité #sages-femmes #anesthésie #pédiatrie #ressources humaines #patients-usagers #accès aux soins #hôpital #clinique #Espic #démographie #CHU-CHR

(Par Carole DEBRAY, au congrès de la SFMP)

LILLE, 13 octobre 2022 (APMnews) - Les professionnels de la périnatalité ont manifesté leur extrême inquiétude quant à la situation de ce secteur, en termes de ressources humaines et de sécurité pour les usagers, à l'occasion du congrès de la Société française de médecine périnatale (SFMP), qui a ouvert ses portes mercredi jusqu'à vendredi à Lille.

La SFMP, qui rassemble tous les professionnels de la périnatalité (gynécologues obstétriciens, néonatalogues, sages-femmes, anesthésistes, etc.), a "allumé les feux de détresse", selon l'expression employée par l'un des intervenants, lors d'une conférence de presse jeudi à Lille dans le cadre du congrès. Cette alerte fait écho à celle lancée six mois plus tôt par les gynécologues et obstétriciens français lors du congrès Paris Santé Femmes (cf [dépêche du 13/05/2022 à 15:25](#)).

"L'état de santé en périnatalité en France clairement n'est pas bon, il nous inquiète beaucoup", a lancé le Pr Michel Dreyfus (CHU de Caen), président de la SFMP.

Le chiffre de 30% de recours régulier à des intérimaires par les maternités, selon les résultats de la dernière enquête nationale périnatale (ENP) réalisée en 2021 (cf [dépêche du 07/10/2022 à 16:31](#)), "témoigne de ça", a-t-il illustré. "Dans certains hôpitaux, c'est beaucoup plus."

"L'état des lieux est inquiétant." Il y aurait selon une source de l'agence régionale de santé (ARS) Ile-de-France "30% de postes de sages-femmes vacants", a avancé le Pr Dreyfus. "Au niveau national, on est quasiment à ce niveau-là selon les chiffres de notre syndicat", a indiqué Anne Chantry, sage-femme et épidémiologiste, maître de conférences à l'université Paris Cité et membre du conseil scientifique de la SFMP.

Du côté des néonatalogues, sur le site de la Société française de néonatalogie (SFN) "on reçoit une offre de poste par jour actuellement. Selon les périodes entre 10 et 25 postes par mois sont ouverts. Il y a une concurrence entre les établissements avec une surenchère", qui amène à vider le service d'à côté, a témoigné Jean-Christophe Rozé (CHU de Nantes), président de la SFN. "Il y a une situation assez dramatique en termes de ressources humaines."

Il a rappelé l'étude sur la santé périnatale en France publiée en mars (cf [dépêche du 01/03/2022 à 18:29](#)), montrant que la mortalité infantile ré-augmente depuis 2015-2016 alors qu'elle était en diminution avant 2010. Il y aurait ainsi, par extrapolation, 1.300 décès infantiles par an en excès par rapport à la Suède. Entre 2010 et 2015, la France était en outre le seul pays européen à ne pas avoir abaissé sa mortalité périnatale, selon une autre étude qu'il a également citée.

"On a repris contact avec les autorités pour insister sur cet aspect. La France ne peut pas rester comme ça. Sur le fond, il y a une crise des équipes. Je n'ai pas vu ça depuis 40 ans", a-t-il déclaré.

"Au bord du gouffre"

Dans les Hauts-de-France, "on n'a jamais vu ça non plus", a enchaîné le Pr Damien Subtil (CHU de Lille). "Les professionnels font bien leur travail, la qualité des soins périnataux reste bonne, mais on est au bord du gouffre."

"Des maternités ferment momentanément comme à Tourcoing, rouvrent, ou ferment les week-ends, ne savent pas si elles vont finir l'année. Il n'y a aucune préparation, aucune anticipation. On a l'impression qu'on attend qu'une crise éclate", a-t-il déploré.

D'autant que les jeunes professionnels de santé en périnatalité ne semblent plus vouloir exercer dans de petites maternités. "Mais on [les décideurs, NDLR] n'anticipe pas."

"En Basse-Normandie, il y a un dumping fait par les directions de centres hospitaliers: c'est à celui qui paiera le plus cher. [...] Chez nous, globalement il n'y a quasiment que le CHU qui reste sans intérimaire", a poursuivi le Pr Dreyfus.

"Dans mon service, on a perdu six-huit médecins en six mois, essentiellement des obstétriciens. [...] Les jeunes veulent un changement des pratiques, ils ne veulent pas aller dans de petites structures."

Il a cité l'exemple de l'Orne qui compte quatre maternités. Depuis 20 ans, aucun jeune obstétricien issu du CHU de Caen ne s'y est installé. "Cela fonctionne bien grâce à des médecins étrangers."

Les intervenants ont regretté l'absence de réaction des autorités alertées depuis de nombreuses années, et les décisions politiques prises en dépit de ces alertes. "Les médecins alertent, quand ils voient que c'est dangereux pour la population, ils disent: là il n'y a pas la ressource. Mais souvent les ARS sont tenues par les élus locaux qui vont décider que ce n'est pas le moment d'accéder à la fermeture de plateaux techniques où les ressources humaines sont insuffisantes", a poursuivi le Pr Dreyfus.

On se retrouve ainsi avec des plateaux qui fonctionnent avec deux personnes uniquement. "Soit ils font 15 gardes par mois, soit ils ont recours à l'intérim."

"On allume les feux de détresse. Ce phénomène touche toutes les régions, et ça commence à toucher les CHU", a ajouté le Pr Dreyfus.

"Dans mon équipe, on fait globalement trois week-ends de garde par mois d'affilée. Les congés cet été c'était une semaine, 15 jours au mieux. Il faut que ça s'arrête. On sent qu'on est au point de rupture", a témoigné le Pr Laurent Storme, pédiatrie (CHU de Lille).

"Le risque c'est que cela s'arrête d'un seul coup", en raison des arrêts maladie, comme cela a été le cas à Tourcoing avec un arrêt brutal de la maternité sur trois jours, a-t-il ajouté.

Colmater les trous sans raisonnement de fond

"On demande alors à l'établissement d'à côté de venir faire la garde. La semaine dernière, on a demandé à Rouen d'aller au Havre. On a l'impression qu'on veut colmater les trous, mais qu'il n'y a pas de raisonnement de fond", s'est indigné le Pr Rozé.

"Il faut une discussion apaisée, transpartisane, avec la société civile", a-t-il ajouté. "Il faut que la population comprenne qu'il faut fermer des maternités", a renchéri le Pr Dreyfus, et ce pour des raisons de sécurité, et pas d'économies.

"Plusieurs maternités sont au bord du gouffre, l'ARS dit 'le CHU n'a qu'à aider'. On a aidé, longtemps, mais quand il n'y a plus de pompier pour éteindre le feu, on fait comment? Cela retombe sur ceux qui restent. Les plus anciens ont encore une 'culture' du devoir. Mais on a déjà du mal à assurer la permanence des soins au CHU de Caen."

"On n'est pas décideurs, l'alerte est donnée depuis des années", a martelé le Pr Dreyfus.

Il a confié que la Cour des comptes a constitué au sein de sa sixième chambre un groupe qui doit faire un rapport sur la périnatalité. "Nous espérons que cela va pointer des choses. Il y a plusieurs leviers pour modifier cette

situation."

Par ailleurs, les intervenants espèrent voir reprendre les discussions sur les autorisations en périnatalité, après des échanges récents avec le ministère à l'occasion de l'ENP 2021. "Il y a un constat partagé avec la DGOS [direction générale de l'offre de soins]. Entre 2019 et maintenant, leur discours a changé", selon le Pr Rozé. "Mais il fait avoir l'accord de la société civile", a-t-il insisté.

Et le Pr Dreyfus de faire remarquer que "par contre, s'il y a un accident, ce n'est pas le maire ou le directeur d'ARS qui va devant le tribunal, mais c'est le professionnel de périnatalité".

cd/ab/APMnews

[CD8RJP04G]

POLSAN - ETABLISSEMENTS GYNECO-REPRO-UROLOGIE CONGRÈS ENVOYÉ SPÉCIAL

Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.

©1989-2022 APM International -

https://www.apmnews.com/story.php?objet=388199&idmail=.O.oQ4xQ03Sib7LrDKvHBQowl2GnKkcbaaOtXR0CMr06_qzqNXDb06CE3Wa6Waps-

[aZzDUOA9mXAqr90A22TPlztuV2I7BjkIG0BtvZ4IXHhVgkza0uMmmFZN24szkUpcDgLOjsue4Cgps64d09OWnqz_uhEtX-im9JQthNcW2mkKB4FqaLPonaYOvfVffUWUsFQFU-9QGfJQhG5vrGFcKFX4AwGO2E8_1XbbuNkVTP4A0.](https://www.apmnews.com/story.php?objet=388199&idmail=.O.oQ4xQ03Sib7LrDKvHBQowl2GnKkcbaaOtXR0CMr06_qzqNXDb06CE3Wa6Waps-aZzDUOA9mXAqr90A22TPlztuV2I7BjkIG0BtvZ4IXHhVgkza0uMmmFZN24szkUpcDgLOjsue4Cgps64d09OWnqz_uhEtX-im9JQthNcW2mkKB4FqaLPonaYOvfVffUWUsFQFU-9QGfJQhG5vrGFcKFX4AwGO2E8_1XbbuNkVTP4A0.)